



Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 1er au 7 décembre 2017. Le prochain rapport sera publié vers le 14/12/2017.

Faits saillants

- **Plus de 30 000 personnes de la région d'Opienge contraintes au déplacement.**
- **Plus de 25 000 élèves ciblés par la cantine scolaire dans les territoires d'Irumu et de Mambasa.**
- **Une aide multisectorielle de TROCAIRE pour les réfugiés et les communautés hôtes.**

Aperçu de la situation

Selon Caritas Kisangani, six des 15 aires de santé de la Zone de santé d'Opienge (342 km à l'est de Kisangani) se sont vidées de leurs populations estimées à plus de 30 000 personnes, depuis le 30 novembre dernier. Ce déplacement fait suite aux affrontements entre les Mayi-Mayi et l'armée congolaise. Une partie de la population a trouvé refuge en brousse tandis qu'une autre s'est déplacée vers la localité de Bafwasende (environ 90 km d'Opienge) et des villages situés sur la route menant à Kisangani. A ces jours, plus de 12 000 personnes seraient arrivées à



Opienge, bruyant et peuplé il y a 3 ans. ©OCHA/S. Mabaluka

Bafwasende et d'autres localités périphériques. La population totale d'Opienge s'élève à 66 121 habitants ; la zone demeure encore instable et l'on craint de nouveaux combats. A la suite de ce contexte d'insécurité, on signale des problèmes humanitaires tels que le manque d'abris, articles ménagers essentiels, de nourriture auxquels s'ajoutent des difficultés d'accès aux soins de santé pour les déplacés dans les lieux de refuge.

L'ONG Caritas a déployé une équipe à Bafwasende pour une évaluation de la situation humanitaire. Entre temps, Solidarités International collecte les données pour une éventuelle évaluation multisectorielle rapide. Opienge, une zone très enclavée dans la Province de la Tshopo, avait accueilli plus de 28 000 personnes déplacées en juin 2016 en provenance de nombreux villages. [Le Coordonnateur humanitaire avait alloué plus de 3 millions de dollars pour une réponse multisectorielle à cette crise](#). Ce programme d'assistance a pris fin en novembre.

Selon la ministre provinciale de la Santé, l'Ituri compte, au troisième trimestre de cette année, 12 981 personnes vivant avec le VIH/SIDA dont 8 801 sont sous traitement anti rétro viraux. Les autorités notent aussi qu'à cause de la prévalence élevée du VIH et de la tuberculose, l'Ituri est classé parmi les 14 provinces du pays à haute priorité où les activités doivent être concentrées. En dépit des efforts considérables et les progrès accomplis, cette épidémie ne cesse de persister dans la province en raison notamment de la faible implication des différents acteurs et parties prenantes. En vue de renverser la tendance, les autorités sollicitent les acteurs impliqués dans la lutte contre le VIH/SIDA à mettre en œuvre des programmes mieux coordonnés, qui mobilisent la contribution de tous pour une riposte commune, élargie et efficace.

Besoins et Réponses humanitaires



Depuis le 1er octobre 2017, l'ONG ADSSE a démarré un programme de cantine scolaire sur financement du Programme alimentaire mondial (PAM). 50 écoles primaires des territoires d'Irumu et de Mambasa dans la Province de l'Ituri sont ciblées par cette assistance, qui prendra fin en juillet 2018. Les établissements scolaires concernés sont ceux ayant accueilli des enfants déplacés. Près de 25 500 élèves, leurs enseignants et cuisiniers

vont bénéficier de cette intervention. Au-delà de la cantine scolaire, ce programme met également en œuvre les activités des jardins scolaires. A ce propos, ADSSE a besoin d'intrants agricoles et de semences. Un plaidoyer est fait en direction de la FAO pour combler ce gap.

En novembre dernier, le PAM a assisté, à travers son programme « Cash » plus de 31 000 réfugiés sud-soudanais et centrafricains dans les provinces du Bas-Uélé, Haut-Uélé et d'Ituri. Par ailleurs, PAM a mené une évaluation au sein des communautés d'accueil à Biringi (Ituri) et Meri (Haut-Uélé), où se trouvent implantés les sites de réfugiés sud-soudanais, pour étudier les vulnérabilités des autochtones et l'impact du programme dans la communauté d'accueil. Il a été constaté que le pouvoir d'achat des réfugiés est élevé par rapport à celui des autochtones. Ces derniers se lamentent car les prix des denrées alimentaires et autres biens de premières nécessités sont revus à la hausse dans les marchés. L'évaluation recommande, entre autres, des appuis (food for work, distribution générale des vivres, etc.) aux communautés hôtes afin d'éviter des tensions communautaires.

Les organisations non-gouvernementales TROCAIRE et Caritas exécutent, depuis le 1er décembre, un projet multisectoriel en faveur des réfugiés sud-soudanais dans les sites de Meri et Biringi et des communautés hôtes. Cette assistance, financée à hauteur de 400 000 euros par TROCAIRE et qui prend fin en novembre 2018, couvre les secteurs d'articles ménagers essentiels, eau, hygiène et assainissement et d'accès à l'énergie sécurisée et économique. 80% des réfugiés et 20% des membres de la communauté hôte seront pris en charge par cette intervention ; ce qui représente un chiffre global de près de 30 000 personnes ciblées. Plus de 32 000 réfugiés sud-soudanais vivent à ce jour dans les sites susmentionnés.

Chiffres clés

387 000

personnes déplacées internes enregistrées dans le Haut-Uélé, en Ituri et dans la Tshopo au 31 octobre 2017.

67 000

personnes retournées dans leurs milieux d'origine entre avril 2016 et octobre 2017.

87 019

réfugiés sud-soudanais enregistrés dans le Haut-Uélé et en Ituri au 31 octobre 2017.

48 203

réfugiés centrafricains enregistrés dans le Bas-Uélé au 31 octobre 2017.

113 728

personnes sur 5 226 511 sont en phase 4 d'urgence dans le Territoire d'Irumu, selon le 15^{ème} cycle de l'IPC de juin à décembre 2017.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Idrissa Salam Conteh, Chef de Sous-bureau, OCHA Ituri, Haut et Bas-Uélé & Tshopo, conteh11@un.org, tél. +243 81 988 9177

Yvon Edoumou, Chargé de l'Information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, tél. +243 81 706 1213

Serge le Grand Mabaluka, Reporting Assistant, OCHA Bunia, mabaluka@un.org, tél. +243 81 706 1310, +243 99 884 5572

Pour plus d'informations, consultez : Humanitarianresponse.info/RDC; www.reliefweb.int; www.unocha.org